

« Laïcité, oui, neutralité, non »

VALEURS Olivier Maingain veut un débat de fond sur la laïcité de l'Etat

► Défi (ex-FDF) est le seul parti francophone à exprimer ses idées en matière de valeurs.

► PS, CDH et Ecolo refusent, pour ne pas faire le jeu du MR.

Un débat sur le socle commun des valeurs, précédé d'un devoir d'inventaire de la gauche en matière de laïcité, de communautarisme... C'est peu dire que les propos de Denis Ducarme, dans *Le Soir* ce jeudi, ont fait réagir.

Sur la forme : indignation et silence dans l'opposition

Le premier à s'exprimer fut Elio Di Rupo, dont le parti était lourdement mis en cause par le chef de groupe MR. « *Le PS n'a aucune leçon à recevoir en matière de laïcité ni de respect des valeurs communes.* » Et de contre-attaquer, sur le plan éthique. « *Toutes les grandes avancées en la matière ont été portées par le PS : loi dépénalisant l'avortement, sur l'égalité femmes-hommes, sur le mariage des personnes de même sexe, sur l'euthanasie... Tous nos élus, quelle que soit leur origine, les ont votées comme un seul*

homme. Ce n'est pas le cas dans tous les partis. »

Georges Dallemagne se fait, lui, le porte-parole des humanistes également épinglés. « *Denis Ducarme est une fois de plus le porte-fumigène du MR. Ce n'est pas avec des fumigènes que le gouvernement fédéral parviendra à mettre la main sur les 10 terroristes dont parlait le ministre des Affaires étrangères.* »

Chez Ecolo, Zakia Khattabi réplique par le silence...

Sur le fond : Défi (ex-FDF) relance le débat sur la laïcité

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Denis Ducarme (qui s'exprimait en parfaite concertation avec son président de parti) plaide pour l'inscription, dans la Constitution, du principe de neutralité de l'Etat. Et, dans la foulée, annonçait des textes interdisant les signes convictionnels pour les fonctionnaires en contact avec les usagers et les parlementaires dans l'exercice de leurs fonctions. Qu'en pensent les autres formations politiques francophones ? Rien ! Du moins officiellement. A l'évidence, PS, CDH et Ecolo se sont entendus pour ne pas faire l'honneur au MR d'un débat. Si le PS accepte quand même de se dire « ouvert à la discussion sur l'inscription de la neutralité

dans la Constitution », Georges Dallemagne et Zakia Khattabi refusent tout net de donner la position de leur parti sur ce point et se taisent quand on leur demande s'ils veulent légiférer en matière de signes convictionnels. Invitée de *Matin Première* (RTBF) jeudi, la coprésidente Ecolo, ne pouvant

esquiver cette question, avait tourné autour du pot, sans produire de réponse claire. Le raisonnement des trois partis ? « *La majorité est en grande difficulté. On ne va pas les aider à changer de sujet.* »

Olivier Maingain ne pense pas autre chose : « *Denis Ducarme utilise la vieille technique : faire diversion quand la majorité est en manque de cohésion.* » Mais le président de Défi (ex-FDF) ne refuse pas pour autant la discussion, bien au contraire. Il est vrai que la laïcité fait partie de son ADN politique, de longue date. « *C'est évident qu'il faut un débat de fond ! Mais la proposition du MR, qui parle de neutralité, pêche par sa faiblesse.* » Pour le chef de file amarante, il ne faut pas parler de neutralité, « *plus petit dénominateur commun* », mais bien de laïcité de l'Etat, « *qui représente l'ensemble des valeurs du siècle des Lumières* ». Et, tou-

jours selon lui, il faut inscrire ce principe dans la Constitution, « *car cela permet de construire un arsenal législatif* ». En donnant une sécurité juridique aux dispositions interdisant, par exemple, le port de signes religieux. « *Certains n'en veulent pas parce qu'ils voient dans la laïcité un plaidoyer pour*

l'athéisme. Mais ce n'est pas ça, argumente Olivier Maingain. La laïcité, c'est affirmer que l'autorité de l'Etat est supérieure à toute autorité religieuse, morale, philosophique, qu'on ne peut pas invoquer l'une de celles-ci pour se soustraire à une loi. »

Au sein de la majorité fédérale, on insiste sur « *la nécessité de débattre prioritairement de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme* ». « *Mais, sur le fond, la N-VA considère que la séparation Eglise/Etat est très importante*, explique Hendrik Vuye, chef de groupe à la Chambre. *Mais de là à vouloir inscrire ce principe dans la Constitution... Le Conseil d'Etat a déjà estimé que le principe de la neutralité de l'Etat était exprimé dans le texte.* » Bref, si la N-VA est toute disposée à discuter des valeurs des Lumières, la priorité n'est pas celle-là. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN